

L'éducation à l'orientation professionnelle dans l'enseignement obligatoire à temps plein en Europe

L'ÉDUCATION À L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE DANS L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE À TEMPS PLEIN

ITALIE

Année scolaire 2007/2008

Depuis l'année scolaire 2007/2008, l'enseignement obligatoire a une durée de 10 ans et concerne désormais les élèves âgés de 6 à 16 ans. Il s'étend sur l'enseignement primaire d'une durée de 5 ans et l'enseignement secondaire inférieur d'une durée de trois ans. À l'âge de 14 ans, les élèves doivent choisir dans quelle filière compléter les deux dernières années d'enseignement obligatoire: la filière de l'enseignement secondaire supérieur ou celle de la formation professionnelle initiale (FPI) dans des parcours triennaux (jusqu'à 2008/2009, c'est-à-dire jusqu'à la réforme du 2^e cycle d'enseignement). De ce fait, selon le "droit/devoir à l'éducation et à la formation" pendant au moins 12 ans ou jusqu'à ce qu'il obtienne une qualification professionnelle, le jeune âgé de 16 ans ne peut abandonner les études mais doit continuer à se former en restant dans l'enseignement secondaire (jusqu'à l'obtention du diplôme de 5^e année) ou dans les parcours triennaux d'enseignement et de formation professionnelle (jusqu'à l'acquisition de la qualification professionnelle de 3^e année). Il peut également choisir la filière de l'apprentissage qui débouche sur une qualification, à travers un quota annuel de formation en dehors de l'entreprise. Après les deux années d'enseignement obligatoire, le jeune âgé de 16 ans peut aussi décider de changer de parcours en demandant la validation des crédits formatifs acquis au cours du parcours précédemment fréquenté.

Dans cette contribution, nous analyserons les activités et les fonctions de l'orientation en rapport avec l'enseignement obligatoire, avec le choix que le jeune de 14 ans doit opérer entre les deux filières (secondaire générale ou FPI) et avec les droits et devoirs (secondaire, FPI, apprentissage) des jeunes de 16 ans. Nous analyserons donc de quelle façon l'orientation se réalise, non seulement dans les moments institutionnels liés au choix, mais aussi dans le cas où l'élève déciderait de changer de parcours en cours de route: en d'autres termes, nous décrirons de quelle façon l'orientation se concrétise en Italie, aussi bien dans les phases de transition des jeunes, qu'au cours des parcours scolaires et de formation.

Étant donné que les choix concernent, comme évoqué précédemment, le système scolaire et celui de la formation professionnelle initiale, nous prendrons en considération l'orientation mise en place par les établissements scolaires et par les centres de formation professionnelle, mais aussi par les services pour l'emploi des collectivités locales.

CADRE LÉGAL ET OBJECTIFS NATIONAUX

L'extension de l'enseignement obligatoire à 10 ans est une réforme introduite par la loi n° 296/2006 et réglementée par le décret n°139/2007 du ministère de l'éducation.

Après l'enseignement obligatoire, le jeune devra poursuivre son parcours dans le respect du droit/devoir à l'éducation et à la formation dans l'enseignement général, dans les parcours

triennaux ou dans l'apprentissage, comme prévu par la précédente loi n° 53/2003 (Réforme Moratti). Cette loi prévoit, en outre, la préparation d'un plan programmatique de soutien des interventions d'orientation contre la dispersion scolaire, afin d'assurer le respect du droit/devoir à l'éducation et à la formation.

Cependant, déjà dans la loi n° 59/97 sur la réforme de l'administration publique, il est écrit que les écoles, dans leur autonomie, mettent en place des initiatives de prévention contre l'abandon et la dispersion scolaire, en utilisant notamment les milieux extrascolaires pour créer des liens entre le monde du travail et le système formatif. Avec la directive ministérielle n° 487/1997 sur l'orientation pour l'école et l'université, les initiatives d'orientation entrent dans la composition des programmes d'études et plus largement du processus d'éducation et de formation. Dans l'application de la loi n° 59/97 citée ci-dessus, d'autres mesures (décrets législatifs n° 469/97 et n° 112/98) ont transféré aux régions et aux collectivités locales des fonctions et des devoirs relatifs au marché du travail, parmi lesquels l'organisation des activités d'orientation. À ce propos, avec l'Accord État-Région du 2 mars 2000, il est prévu que les jeunes appartenant au cursus obligatoire régi par le droit/devoir à l'éducation et à la formation puissent accéder aux services pour l'emploi, afin de profiter des services d'orientation, de soutien et de tutorat.

En ce qui concerne la formation professionnelle, le décret n° 166/2001 a fixé les paramètres que doivent respecter les centres de formation professionnelle qui veulent être accrédités auprès des régions afin de dispenser des activités d'orientation. En outre, avec le récent décret des ministères de l'éducation et du travail (novembre 2007), afin de pouvoir fournir des parcours et des activités liées à l'enseignement obligatoire, dont les activités d'orientation inhérentes, ces organismes doivent être accrédités non plus au niveau régional, mais au niveau central.

Cela signifie que, en Italie, les établissements scolaires, les services locaux pour l'emploi et les centres de formation professionnelle sont les acteurs du système d'orientation pour les jeunes de l'enseignement obligatoire.

En ce qui concerne les initiatives d'orientation menées au niveau national, un Comité national pour l'orientation a été créé en 2004 (constitué par des représentants des ministères de l'éducation et du travail, des régions, des provinces et des communes, et des associations des employeurs) afin de faire converger en un système les expériences et les projets réalisés par les différents sujets (établissements scolaires, instituts de formation, collectivités locales), afin de promouvoir les projets pilotes ainsi que les initiatives cohérentes avec les besoins du territoire, des jeunes et de leurs familles. Le Comité a aussi élaboré un Plan national pour l'orientation, amorcé en 2004/2005. Ce Plan national a pour mission de poursuivre certains objectifs fondamentaux, parmi lesquels le renforcement de l'orientation destiné à favoriser la réussite scolaire et formative; l'insertion dans le monde du travail et plus généralement le droit des jeunes à la citoyenneté, notamment pour prévenir et réduire la dispersion scolaire et l'abandon; la création d'un système intégré d'orientation, visant à surmonter la fragmentation des initiatives et des projets; et la promotion de la formation intégrée de tous les intervenants, selon des choix et des méthodologies partagés.

RESPONSABILITÉS

Afin de mieux comprendre le système éducatif italien, il est utile de rappeler que le système scolaire relève de la compétence du ministère de l'éducation qui définit les niveaux essentiels des prestations et les standards, tout en respectant l'autonomie des établissements scolaires. Le système de formation relève quant à lui de la compétence des régions, bien que le ministère du travail exerce son autorité en ce qui concerne les niveaux essentiels des services.

En vertu de la réglementation 257 de l'an 2000, chaque établissement est responsable de la mise en place des initiatives nécessaires pour assurer l'orientation scolaire et professionnelle des élèves. Ces initiatives doivent être coordonnées avec celles mises en place par les autorités locales. Elles sont réalisées au terme du premier cycle d'enseignement (14 ans) par les établissements scolaires eux-mêmes, sur la base des choix des jeunes qui, pour s'acquitter de l'obligation scolaire fixée à 16 ans, s'orientent soit vers le cycle secondaire supérieur, soit vers les parcours triennaux de FPI. Les activités de réorientation, réalisées par les établissements scolaires et les centres de formation professionnelle, deviennent de ce fait nécessaires durant les parcours des deux systèmes, ainsi qu'au terme des deux ans, pour continuer dans la filière précédemment choisie ou éventuellement changer de parcours de formation (voir la section *L'éducation à l'orientation dans le programme d'études*).

Dans le cadre des services pour l'emploi, sous la responsabilité des provinces, un service spécifique pour les jeunes de 14 à 17 ans a été créé pour mettre en place d'importantes activités liées au repêchage et à la réorientation des jeunes qui ont abandonné leurs études (voir la section *Services d'orientation hors école*).

D'autres centres d'orientation consacrés aux jeunes ont été conçus par les communes, il s'agit des *Informagiovani* qui offrent aux jeunes une orientation à plus large échelle. Pour plus d'informations sur les caractéristiques de ces structures, voir la section *Services d'orientation hors école*.

L'ÉDUCATION À L'ORIENTATION DANS LE PROGRAMME D'ÉTUDES

En ce qui concerne l'orientation scolaire en vue de l'acquittement de l'obligation scolaire, le premier moment crucial est celui correspondant à **la fin du premier cycle d'enseignement** où les élèves âgés de 14 ans doivent décider s'ils préfèrent s'en acquitter (jusqu'à 16 ans) dans le système d'enseignement et de formation professionnels. Les activités d'orientation se déroulent de différentes façons selon les établissements scolaires. Le quota des heures consacrées à ces mêmes activités est lui aussi très différent d'une réalité à l'autre, et dépend des projets que les écoles accomplissent à un moment donné de l'année, généralement à la fin de la troisième année du premier cycle d'enseignement. Les projets d'orientation élaborés et mis en place par les établissements scolaires, ou réalisés en collaboration avec les bureaux scolaires régionaux (sections décentralisées du ministère de l'éducation) ou avec les régions sont donc transcurriculaires. Pour plus d'informations sur les modalités de réalisation, voir la section *Services d'orientation à l'école*.

Parallèlement à l'orientation en phase de choix, il existe des activités de réorientation réalisées par les établissements scolaires et les centres de formation une fois les parcours

entamés, mais aussi à la fin des deux dernières années de l'enseignement obligatoire, pour continuer dans la filière précédemment choisie ou éventuellement changer de filière de formation. À ce propos, en 2004, avec l'Accord entre l'État et les régions, des dispositifs nationaux ont été mis au point afin de permettre la validation des crédits formatifs; ceci permet à l'élève de passer de la formation à l'enseignement général et vice versa, et garantit la réversibilité des choix des jeunes pour leur formation jusqu'à 18 ans.

Dans les **parcours de formation professionnelle initiale**, l'orientation est en revanche présente dans le programme d'études de chaque année du parcours et représente un quota d'heures variable mais significatif. Les activités d'orientation font partie des mesures dites "d'accompagnement", visant à favoriser l'insertion des jeunes dans des parcours et à les accompagner dans leur recherche d'emploi. Des actions spécifiques sont entreprises afin de faciliter le processus d'apprentissage et de choix raisonné du parcours pour les jeunes appartenant à des catégories en difficultés (immigrés, handicapés ou en décrochage scolaire). Les initiatives pour l'orientation sont composées d'une série de mesures dont la nature et les objectifs sont décrits dans la section *Services d'orientation à l'école*, dans la partie consacrée aux centres de formation professionnelle.

Stages en entreprise dans le cadre du programme d'études

En ce qui concerne les parcours scolaires du cycle secondaire supérieur, on remarque, dans le cadre de la plus grande flexibilité des programmes qui caractérise les instituts professionnels et les instituts d'art, la mise en place d'activités pratiques et de laboratoire permettant de suivre les processus productifs du secteur professionnel de référence. Le stage est une mesure propre à ces instituts, et il peut également être réalisé dès la première année, en accord avec les multiples options existantes.

En ce qui concerne les autres parcours scolaires (lycées et instituts techniques), moins riches en activités de laboratoire et pratiques, avec le décret législatif n° 77/2005, "la formation en alternance" a été introduite comme une modalité et une méthodologie d'études pour dispenser des cours de second cycle, aussi bien dans les lycées que dans le système d'enseignement et de formation professionnelle. Les parcours en alternance ont pour but de favoriser "l'orientation des jeunes en valorisant leurs vocations personnelles, leurs intérêts et les styles d'apprentissage individuels". Pour faire une demande de parcours en alternance, les étudiants doivent être âgés de 15 ans. Les parcours en alternance sont préparés, amorcés et évalués sous la responsabilité des établissements scolaires ou de formation, sur la base de conventions avec les entreprises, les associations professionnelles ou les organismes publics ou privés qui accueillent les étudiants durant leur période d'apprentissage sur le lieu de travail, mais ne font pas l'objet d'un contrat de travail. L'alternance implique un tuteur interne, appartenant à l'établissement scolaire (qui assiste et guide les étudiants afin de veiller à ce que le programme se déroule correctement), et un tuteur externe, appartenant à la structure d'accueil, qui accueille l'étudiant dans l'environnement de travail, l'assiste dans le parcours d'apprentissage sur le lieu de travail et vérifie avec le tuteur interne l'efficacité du parcours effectué.

En ce qui concerne les **parcours de FPI régionaux**, ils sont eux aussi compatibles avec l'alternance. Toutefois, le stage, qui est depuis toujours la mesure d'orientation qui caractérise les parcours professionnels, est réalisé auprès des entreprises dès la première

année du cursus. En tenant compte des différences territoriales, le stage se voit attribuer un minimum de 100 heures par an et un maximum de 300 heures. La durée du stage est en effet définie de façon individuelle par les régions, en tenant compte, notamment, de la qualification professionnelle à acquérir. Pour les parcours triennaux de FPI, le stage de première année a surtout une vocation d'orientation (à travers l'organisation de visites aux entreprises), tandis que le stage des années suivantes est pratique et s'effectue auprès des entreprises. Dans ce cas également, le stage nécessite une convention, un projet de formation qui réunit l'élève, le centre de formation (par le biais du tuteur interne) et l'entreprise d'accueil (par le biais du tuteur externe).

AUTRES FORMES D'ACTIVITÉS/DE SERVICES D'ORIENTATION

Contacts avec le monde professionnel

Depuis 2004, suite à la création du Comité national pour l'orientation, le ministère de l'éducation a encouragé les établissements scolaires à participer à la Journée nationale *Orientagiovani* organisée par *Confindustria*, le patronat italien, un organisme représentatif des industries italiennes. Cette manifestation, qui en est aujourd'hui à sa 14^e édition, représente la synthèse de toute une série d'événements organisés au niveau régional par les associations locales de *Confindustria*. En effet, dans chaque province italienne, les associations d'industriels, en collaboration avec les établissements scolaires, les centres de formation et les universités, offrent aux étudiants et aux enseignants une occasion d'encourager les rencontres avec les entrepreneurs et de réfléchir ensemble sur les compétences et les choix professionnels.

Services d'orientation à l'école

Les modalités selon lesquelles les **écoles du premier cycle** mettent en place l'orientation en fonction de l'enseignement obligatoire ne peuvent être ramenées à un modèle défini, car elles varient d'un établissement à l'autre et sont souvent liées à des projets spécifiques transcurriculaires, qui ont lieu à un moment donné de l'année (généralement à la fin de la dernière année du premier cycle). Toutefois, en général, les activités d'orientation se dessinent sur la base des souhaits, des compétences et des besoins indiqués par les élèves qui auront été invités à consulter des prospectus ou se verront accompagnés dans la recherche d'autres sources d'information sur internet. Les informations concernent la distribution territoriale des sièges des établissements scolaires ainsi que les caractéristiques des typologies des établissements secondaires supérieurs. On vérifie, en outre, les matières incluses dans les programmes, les horaires et les débouchés professionnels ou d'études auxquels mènent les différents parcours. Les activités d'orientation prévoient également la connaissance du système de formation professionnelle initial, c'est-à-dire l'offre de parcours professionnels fournis par les centres de formation professionnelle régionaux. Les informations sur les parcours professionnels concernent aussi les matières, les horaires, les différentes méthodologies appliquées. Toutefois, de récentes enquêtes (ISFOL) ont mis en évidence que les jeunes de 14 ans et leurs familles ont une connaissance médiocre et superficielle du système de FPI en général, et qu'ils méconnaissent les centres de formation professionnelle présents sur leur territoire, ainsi que les caractéristiques de leurs programmes.

En ce qui concerne l'orientation dispensée par les **centres de formation professionnelle**, ceux-ci mènent, selon différentes modalités, des activités d'orientation multiples et variées tout au long du parcours de formation. L'orientation fait partie du programme d'études et correspond à un quota d'heures spécifiques, elle est en outre dispensée par des professionnels spécialisés dans l'orientation (conseillers d'orientation, conseillers, psychologues, pédagogues).

L'orientation menée durant le parcours s'enrichit d'une série de mesures: accueil dans la classe; conseil de soutien des élèves en situation difficile; réorientation en cours de route pour accompagner les élèves dans la réévaluation de leurs choix; accompagnement au travail en fin de parcours; tutorat pour accueillir et accompagner l'élève tout au long du parcours de formation; soutien et accompagnement dans les passages à d'autres parcours de formation ou d'instruction. Cette mesure d'orientation est mise en application au sein des Laboratoires de rattrapage et de développement des connaissances (LARSA) qui préparent les élèves, de façon individuelle, au passage d'un parcours à un autre, dans l'enseignement général ou professionnel. Un des outils utilisés est le *portefeuille*: une sorte de dossier, généralement constitué par l'élève et ses enseignants, qui définit et regroupe – dans un travail de choix partagé – les matériaux, produits, documents et certificats mettant en évidence les compétences, les connaissances et les aptitudes développées par l'élève pendant son parcours.

Services d'orientation hors école

Les services pour l'emploi, présents sur tout le territoire, offrent leurs services aux adultes et aux jeunes de 14 à 17 ans. Leurs fonctions sont les suivantes:

- obtention de données sur les jeunes inscrits dans des établissements scolaires, en formation professionnelle ou en contrat d'apprentissage, afin de déduire, par soustraction, combien de jeunes entre 14 et 17 ans, au niveau national, sont en dehors de tout parcours d'éducation. Ces données sont pour l'instant recueillies dans un registre provincial ou régional, dans l'attente de la création d'un registre national des étudiants en droit-devoir à l'instruction et à la formation professionnelle;
- mise en pratique des services d'accueil auprès du centre pour les jeunes qui ont été identifiés comme en dehors de tout parcours; information sur les possibilités qu'offrent les différentes structures scolaires et de formation; orientation pour la définition d'un projet de formation ou de travail; tutorat et accompagnement des jeunes dans la réalisation de ce projet.

Au sein des services pour l'emploi, les situations délicates et problématiques liées à des groupes spécifiques de jeunes (handicapés et immigrés en majorité) sont prises en charge.

Comme nous l'avons déjà évoqué, d'autres centres d'orientation régis par les communes existent également sur le territoire, les *Informagiovani*. La différence entre les *Informagiovani* et les services pour l'emploi réside dans le fait que les *Informagiovani* ont comme fonction principale d'informer et qu'ils possèdent une empreinte "généraliste"; en effet, ils fournissent aux jeunes des informations sur l'enseignement, la formation et le travail, mais aussi sur un plus grand champ d'intérêts, comme la santé, le temps libre, les hobbies et les événements culturels de la région.

QUALIFICATIONS DU PERSONNEL CHARGÉ DE L'ORIENTATION

Dans les écoles

Depuis 1990, les responsabilités et le profil professionnel de chaque enseignant des établissements primaires et secondaires incluent l'orientation des élèves. Au cours de leur parcours universitaire et de spécialisation pour l'aptitude à l'apprentissage, les **enseignants de l'école** reçoivent une formation consacrée à l'étude et à la préparation de la matière d'orientation.

Toutefois, il est utile de rappeler que le Plan national pour l'orientation, élaboré par le Comité national en 2004, prévoit – parmi ses objectifs principaux – la mise en œuvre d'activités de formation intégrées pour tous les intervenants.

Les enseignants de l'école, qui coordonnent les projets d'orientation et se spécialisent dans les activités d'orientation, sont ceux à qui l'institution scolaire octroie des responsabilités spécifiques au sein des fonctions dites "instrumentales". Parmi celles-ci, on relève notamment des tâches en rapport avec les "interventions et services pour les étudiants" qui prévoient la "coordination et la gestion des activités de suivi, d'orientation et de tutorat".

Par contre, sur le plan du parcours de **formation professionnelle**, les acteurs de l'orientation sont souvent d'anciens formateurs ayant acquis une spécialisation dans les activités d'orientation auprès d'adolescents, au travers de cours dispensés par les structures de formation elles-mêmes ou grâce à la participation à des *masters* universitaires. Ils possèdent généralement une formation socio-éducative.

À noter à ce sujet la récente concrétisation du projet "Système permanent de formation en ligne", un projet national de formation continue, public et gratuit, basé sur les nouvelles technologies (*e-learning*), et promu par le ministère du travail – Direction générale pour les politiques en faveur de l'orientation et de la formation, réalisé avec le concours technique d'*Italia Lavoro* et ISFOL. Ce projet s'adresse aux intervenants du système intégré de formation-éducation: aux professionnels de la formation, dont font partie les conseillers d'orientation et les tuteurs; aux enseignants du cycle secondaire supérieur qui s'occupent d'orientation et d'apprentissage; aux professionnels des services pour l'emploi. Via l'inscription au service, on accède au catalogue des cours et à la formation en ligne, pour laquelle un tutorat personnalisé est également prévu. Parmi les domaines thématiques pris en considération, on relève par exemple des cours spécifiques sur l'orientation/bilan et l'analyse des compétences individuelles; sur l'assistance et la formation des publics en difficultés (défavorisés et immigrés); sur l'insertion et l'alternance: services pour l'emploi, stage, apprentissage, tutorat. Pour accéder à ce service, il faut s'inscrire sur le site <http://www.xformare.it>.

Ci-dessous, voici une liste de sites Internet intéressants pour la formation des acteurs de l'orientation:

- <http://www.consorziolineco.it>: le site du Consortium information et communication. Il contient le guide à la mise en place des services d'information et de conseil pour les jeunes.

- <http://www.centrotransizioni.it>: laboratoire de recherche et d'élaboration opérationnelle, conçu par l'Université de Bologne pour les professionnels de l'orientation.
- <http://www.orientamento.it>: site "artisanal" pour les intervenants italiens en orientation.
- <http://www.jobtel.it>: portail sur l'orientation, destiné tant aux utilisateurs qu'aux professionnels du secteur.

Ci-dessous, les périodiques qui, depuis des années, traitent des thèmes de la formation, du travail et de l'orientation, fondamentaux pour la formation continue des professionnels:

- *Magellano*, bimestriel, 2000, Florence, Iter.
- *Orientamento scolastico e professionale* (Orientation scolaire et professionnelle) – Revue trimestrielle de l'association italienne d'orientation scolaire et professionnelle, trimestriel, 1960, Rome, AIOSP.
- *Professionalità* (Professionalité) – Revue de culture, d'expériences et d'innovation pour la formation au travail, bimestriel, Brescia, Éditions La Scuola.
- *Rassegna CNOS* (Revue CNOS) – Problèmes, expériences et perspectives pour la formation professionnelle, quadrimestriel, 1984, Rome, CNOS.

Dans d'autres services d'orientation

Les conseillers d'orientation des services pour l'emploi sont souvent des personnes ayant différentes qualifications en matière d'orientation. Certaines d'entre elles sont psychologues, sociologues, statisticiens, documentalistes. Les autres ne possèdent pas de master universitaire, mais s'appuient sur une solide expérience acquise au fil des années auprès des demandeurs d'emploi.

COOPÉRATION ENTRE ÉCOLES, MONDE DU TRAVAIL, PARENTS ET AUTRES ACTEURS

Les établissements scolaires et les centres d'orientation établissent des relations avec les services d'orientation locaux, ainsi qu'avec d'autres organismes concernés (tels que les entreprises locales). En général, l'objectif est d'organiser des sessions d'orientation et, en particulier, des parcours en alternance et des stages (voir la section *L'éducation à l'orientation dans le programme d'études*).

Les projets locaux d'orientation encouragés par les communes, les provinces et les régions prévoient eux aussi une interaction entre les différents acteurs de la formation (établissements scolaires, centres de formation, associations de volontariat) et ceux présents sur le territoire (services pour l'emploi et entreprises). Dans d'autres cas, les projets encouragent la diffusion, entre les familles des jeunes suivant l'enseignement obligatoire, des réglementations et des possibilités offertes en matière d'enseignement et de formation au niveau local.

Au niveau national, la journée de l'*Orientagiovani* (voir la section *D'autres formes d'activités*) prévoit, comme nous l'avons déjà évoqué, que les établissements scolaires et les entreprises cultivent l'interaction afin de favoriser la culture d'entreprise.

ACCÈS À L'INFORMATION SUR L'ORIENTATION

L'accès des jeunes et de leurs familles à l'information sur l'orientation s'effectue à plusieurs niveaux, local et national. Dans les sites des communes, des provinces et des régions, et en particulier dans les sections consacrées à l'offre d'enseignement et de formation professionnelle, il est possible d'accéder à des bases de données sur les parcours de formation et les établissements scolaires présents sur le territoire pour les jeunes appartenant au cursus obligatoire régi par le droit-devoir à l'instruction et à la formation.

Le projet qui préconise de créer une base de données nationale qui contienne non seulement les noms des établissements présents sur le territoire ainsi que l'offre scolaire programmée pour le début d'une année scolaire donnée, mais aussi les noms des centres de formation professionnelle ainsi que leur offre de formation, est à ce jour en examen auprès du ministère de l'éducation.

Quant à la documentation papier sur l'orientation, certaines provinces, régions et services pour l'emploi fournissent des brochures, accessibles aux jeunes utilisateurs et à leurs familles, visant à expliquer les normes sur l'enseignement obligatoire ainsi que le concept du droit/devoir à l'éducation et à la formation, et à dispenser les informations plus pertinentes pour leurs choix.

Le site *Europa Lavoro* (<http://www.lavoro.gov.it/Lavoro/EuropaLavoro>), réalisé par le ministère du travail, est entièrement consacré aux activités du Fonds social européen (FSE): il permet aux professionnels du secteur et aux citoyens d'accéder rapidement aux opportunités mises à jour proposées par le FSE dans le domaine de la formation professionnelle et de l'orientation et fournit, en outre, des outils pour l'insertion dans le monde du travail. Parmi les initiatives promues, rappelons *Circumlavorando* (www.circumlavorando.it): un service itinérant d'information sur l'univers de la formation professionnelle, de l'orientation, du travail et de l'insertion sociale.

Parmi les publications de *Europa Lavoro*, signalons, entre autres, *Orientamento al lavoro – Vademecum per i genitori* (Orientation au travail – Vademecum pour les parents) présent dans la section consacrée aux produits éditoriaux. Il s'adresse aux parents des jeunes âgés de 16 à 25 ans, qui ont terminé leurs études supérieures ou leur parcours de formation professionnelle, ou encore leur cursus universitaire, et qui ont besoin d'informations pour choisir une profession.

Un autre service à signaler est celui correspondant au projet *Orientaonline* du ministère du travail, Direction générale pour l'orientation et la formation, réalisé grâce au financement du FSE et au concours technique de l'ISFOL. *Orientaonline* (<http://www.isfol.it>) est une base de données intégrée, destinée à l'orientation et à la formation professionnelle: elle contient des données et des informations détaillées sur les professions, regroupées dans une carte des secteurs professionnels qui tend à couvrir la totalité du système productif italien.

Quelques références Web

<http://www.comune.nom.de.la.comune.it>, exemple: www.comune.fiumicino.it

<http://www.provincia.nom.de.la.province.it>, exemple: www.provincia.firenze.it

<http://www.regione.nom.de.la.région.it>, exemple: www.regione.toscana.it

Dans les sites des communes, provinces et régions (à rechercher comme indiqué ci-dessus), se diriger vers les sections consacrées à l'enseignement et à la formation professionnels. On y trouve les initiatives et les bases de données locales sur les établissements et les cours de formation professionnelle.

<http://www.istruzione.it>: le site du ministère de l'éducation contient la législation scolaire et le matériel sur l'orientation, ainsi que les mises à jour sur les initiatives et les projets scolaires, en particulier dans la section www.pubblica.istruzione.it/dgstudente/orienta.shtml

<http://www.indire.it>: site de l'Agence nationale pour le développement de l'autonomie scolaire. On y trouve des projets pour l'orientation et contre la dispersion scolaire, ainsi que de la documentation sur la formation des enseignants en Italie et à l'étranger.

<http://www.lavoro.gov.it>: on y trouve la réglementation du travail et de l'accès au travail. Dans la section "Europa Lavoro" (<http://www.lavoro.gov.it/Lavoro/EuropaLavoro>), on peut également trouver des informations sur les projets de formation financés par l'Union européenne, ainsi que des documents éditoriaux et multimédia pour l'orientation.

<http://www.isfol.it>: portail de l'Institut pour le développement de la formation professionnelle des travailleurs. La section *Orientaonline* contient une base de données avec des informations sur l'emploi, de nombreuses fiches sur les métiers et un guide consacré aux parcours de formation. Dans la section orientation, on trouve une liste très utile de publications pour les professionnels.

<http://www.cosavuoifaredagrande.it>: le site offre des informations et des instruments méthodologiques utiles pour aider les étudiants à découvrir leurs aptitudes et intérêts personnels en vue de leurs futurs choix scolaires, universitaires et professionnels.

<http://www.jobtel.it>: portail sur l'orientation, destiné aussi bien aux utilisateurs qu'aux professionnels du secteur.

Sources

1. Thematic overview (CEDEFOP)
2. Country report (CEDEFOP)
3. Politiques d'orientation dans la société de la connaissance. Tendances, défis et réponses en Europe. Rapport de synthèse du Cedefop. Ronald G. Sultana. Cedefop Panorama series; 100. Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2004.
4. Eurybase; Eurydice.

5. *Strutture dei sistemi di istruzione, formazione professionale e Educazione degli adulti in Europa* (Structure des systèmes d'enseignement, de formation professionnelle et d'éducation des adultes en Europe): Italie, 2007/2008 (Eurydice).
6. *Partecipazione e dispersione. Settimo rapporto di monitoraggio dell'obbligo formativo* (Participation et dispersion. Septième rapport de monitoring de l'enseignement obligatoire), novembre 2007 (ISFOL).
7. *La sperimentazione dei percorsi di istruzione e formazione professionale. Il Rapporto di Monitoraggio* (L'expérimentation des parcours d'enseignement et de formation professionnels. Le Rapport de monitoring), juin 2006, (ISFOL).
8. *La Regolamentazione dell'obbligo di istruzione/diritto-dovere* (La réglementation de l'enseignement obligatoire–droit/devoir à l'éducation et à la formation), février 2008 (ISFOL).
9. *Skills and Competences development and innovative pedagogy*, Isfol – Cedefop, 2007.